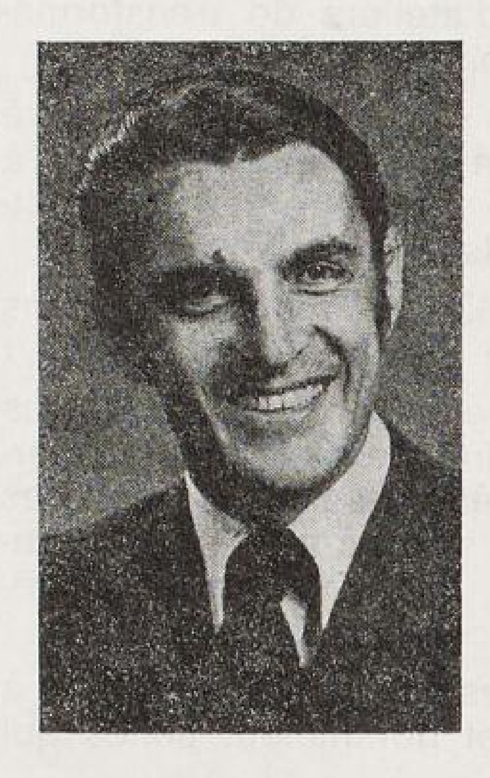
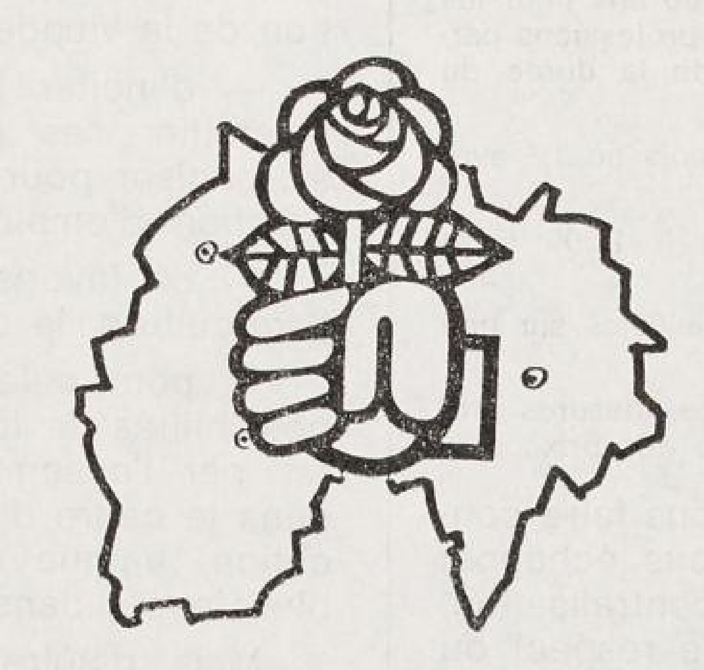
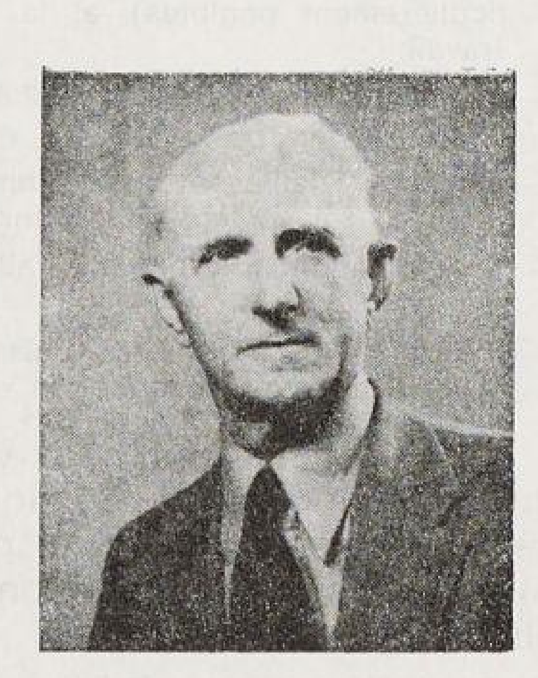
Elections Législatives des 12 et 19 Mars 1978

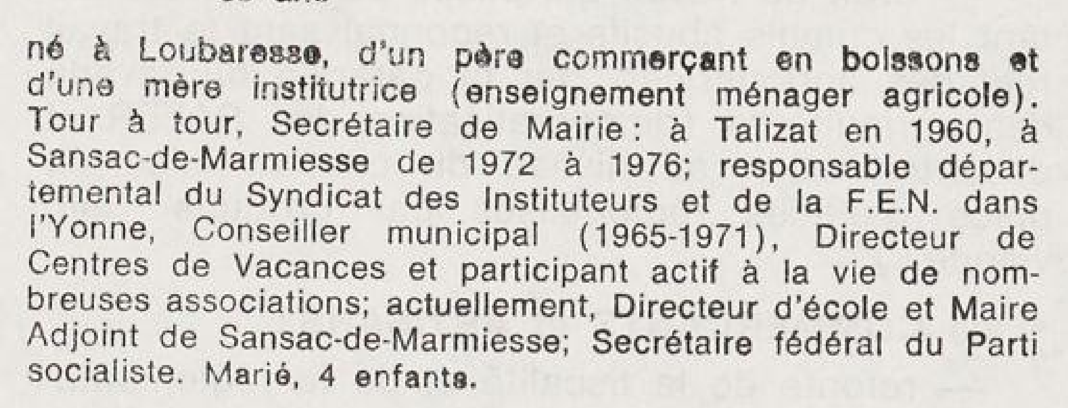
CIRCONSCRIPTION DE SAINT-FLOUR - MURAT - MAURIAC

VIVRE ET TRAVAILLER DANS LE CANTAL
AVEC LES SOCIALISTES









TITULAIRE
Yves DEBORD
39 ans

né à Loubaresse, d'un père commerçant en boissons et d'une mère institutrice (enseignement ménager agricole). Tour à tour, Secrétaire de Mairie: à Talizat en 1960, à Sansac-de-Marmiesse de 1972 à 1976; responsable départemental du Syndicat des Instituteurs et de la F.E.N. dans l'Yonne, Conseiller municipal (1965-1971), Directeur de Centres de Vacances et participant actif à la vie de nombreuses associations; actuellement, Directeur d'école et Maire Adjoint de Sansac-de-Marmiesse; Secrétaire fédéral du Parti socialiste. Marié, 4 enfants.

SUPPLEANT
Georges TOUZET
64 ans

né à Saint-Amandin, de parents agriculteurs. Tour à tour, responsable de coopératives agricoles, membre de la Chambre d'Agriculture, Responsable syndical. Actuellement, Agriculteur exploitant à La Fageole-de-Viellespesse; Responsable de divers organismes économiques, Membre du Comité national des appellations d'origine fromagère, Officier du Mérite agricole, Membre des Commissions agricoles départementale et régionale du Parti socialiste. Veuf, a élevé 4 enfants

L'ECHEC DE LA MAJORITE SORTANTE

La hausse des prix se poursuit à un taux élevé (près de 10 % en 1977 au lieu des 6,5 % prévus par le Gouvernement), le chômage bat tous les records depuis la Libération (1 500 000 chômeurs en France, près de 4 000 dans le Cantal, le plan BARRE ayant fabriqué 2 000 chômeurs par jour). Le blocage des salaires a entraîné une baisse de pouvoir d'achat des salariés mais aussi des agriculteurs, des artisans et des commerçants touchés par le ralentissement de la consommation et de l'activité économique, et, dans notre circonscription en particulier, par la dépopulation.

LA DEPOPULATION EST LE "CANCER" DE NOTRE CIRCONSCRIPTION

A l'écart des grandes voies de communication et d'échanges comme des zones majeures de développement économique, le Cantal a dû se contenter du rôle de fournisseur de main-d'œuvre (exode rural), d'exportateur de matière première (viande, bois...), d'épargne et d'énergie (électricité). La dépopulation frappe cruellement notre circonscription qui, entre 1968 et 1975, a perdu 4 523 habitants, c'est-à-dire plus que la population du canton de Chaudes-Aigues et de la commune de Champs réunis.

La politique de concentration capitaliste — approuvée sans cesse par le député sortant — que l'on nous présente comme une politique d'aménagement du territoire, devient, pour nous, une véritable entreprise de déménagement: nos jeunes, entre 20 et 30 ans, quittent nos villages et nos bourgs à la recherche — de plus en plus difficile — d'un emploi, abandonnant très souvent la petite exploitation familiale, le petit commerce ou l'atelier qui ne survivront pas. La dépopulation frappe tous les secteurs d'activité, tous les éléments du cadre de vie. Or, nous nous refusons à considérer cette situation comme une fatalité et nous tenons à vous associer aux efforts de redressement que nous voulons engager.

OUVRIR LA VOIE AU CHANGEMENT

Oui, nous, Socialistes, nous avons un programme : c'est le programme commun enrichi des propositions socialistes pour son actualisation, et nous voulons changer la vie.

Immédiatement, nous prendrons des mesures qui apporteront plus de bien-être à ceux qui travaillent et favoriseront la reprise de l'activité économique :

— nationalisation des neuf grands groupes industriels, du secteur bancaire et financier;

— mesures prioritaires en faveur de l'emploi: 150 000 emplois publics la première année, auxquels s'ajouteront ceux des collectivités locales et du secteur privé, et ceux libérés par l'abaissement de l'âge de la retraite (60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes et les professions particulièrement pénibles) et la réduction de la durée du travail;

— augmentation du S.M.I.C. à 2 400 F par mois au 1er avril 1978;

— minimum vieillesse porté immédiatement à 1 200 F et nouveau relèvement dans l'année;

— augmentation de 50 % des allocations familiales sur une année;

— indexation du livret A de Caisse d'Epargne, mesures propres à maîtriser la formation et la hausse des prix...

Nous, Socialistes, nous voulons vous faire conquérir le pouvoir économique qui vous échappe; cela ne sera possible que par la décentralisation. Aussi, nous nous engageons, dans le respect du plan national :

- à attribuer aux régions, dont les responsables seront élus au suffrage universel, aux départements, aux communes, des ressources nouvelles leur permettant d'assurer toutes leurs responsabilités;
- à créer des banques régionales d'investissement et à régionaliser les circuits bancaires pour mettre en œuvre une politique de développement régional.

Nous voulons, enfin, vous faire prendre conscience que **le sort des salariés, des services publics est étroitement lié à celui des agriculteurs, des artisans et des commerçants et réciproquement.** L'avenir du Cantal ne se construira que par les Cantaliens eux-mêmes dans le cadre d'une politique nationale basée sur la solidarité active et sur l'intérêt collectif. Il faut donc que secteur public, collectivités locales, secteurs privé et coopératif unissent leurs efforts; il sera alors possible :

— de maintenir et d'améliorer la qualité du service public (écoles, gares, Postes, E.D.F., perceptions..., maternelles rurales..., hôpitaux, maisons de retraite).

— d'implanter de nouvelles réalisations de vacances (tourisme social), de loisirs, d'animation sportive et culturelle, et d'aider les associations à but non lucratif.

— de valoriser les produits de l'élevage et de la forêt par la création d'ateliers de transformation de la viande et du bois en produits finis.

— d'inciter l'artisanat à se développer et à diversifier ses productions, et le commerce à s'organiser pour vivre, ce qui entraînera aussi la création d'emplois sur place.

— de favoriser l'installation des jeunes dans l'agriculture, le commerce et l'artisanat.

Et pour cela, il faut aussi mieux utiliser les possibilités de formation initiale et continue offertes par l'ensemble des établissements scolaires dans le cadre d'un grand service public de l'Education, unique et laïque, profondément rénové, bien inséré dans la vie économique et sociale.

Mais d'autres mesures doivent permettre à notre région de revivre, et notamment celles qui touchent :

- **les AGRICULTEURS :**

— droit au travail qui passe par un statut évitant les cumuls abusifs et reconnaissant le travail réel des agricultrices, par la garantie du revenu des agriculteurs (démocratisation des SAFER et décentralisation au niveau du canton, mise en place d'offices régionalisés par produits : lait, viande...).

- **les COMMERÇANTS et ARTISANS :**

— refonte de la fiscalité et de la réglementation, prêts bonifiés, harmonisation des régimes maladie et retraite entre salariés et non salariés, statut pour l'épouse, organisation technique et de gestion.

UNE LOURDE RESPONSABILITE

La circonscription SAINT-FLOUR - MURAT - MAURIAC a besoin d'un député actif, totalement disponible, capable de mettre la capacité de proposition et d'action du Parti Socialiste à votre service, fort de **l'expérience et de la solidarité de tous les élus socialistes.** Déjà, de très nombreuses communes rurales, dans le Cantal et ailleurs, de très nombreuses villes (Murat, Aurillac...) et grandes villes (Clermont-Ferrand, Marseille...), de très nombreux cantons, la région Auvergne, font confiance aux élus socialistes qui soutiennent activement notre candidature. La situation économique et sociale rend **le changement inévitable.** Nous vous proposons de l'organiser d'une manière pacifique et nous sommes sûrs que, par votre vote, vous y contribuerez.

Parce que vous voulez participer aux TRANSFORMATIONS DEVENUES NECESSAIRES,
Parce que vous voulez que JEUNES et MOINS JEUNES puissent VIVRE et TRAVAILLER DANS LE CANTAL,
VOUS VOTEREZ, LES 12 et 19 MARS PROCHAINS,
POUR LES CANDIDATS DU PARTI SOCIALISTE :

Y. DEBORD et G. TOUZET